

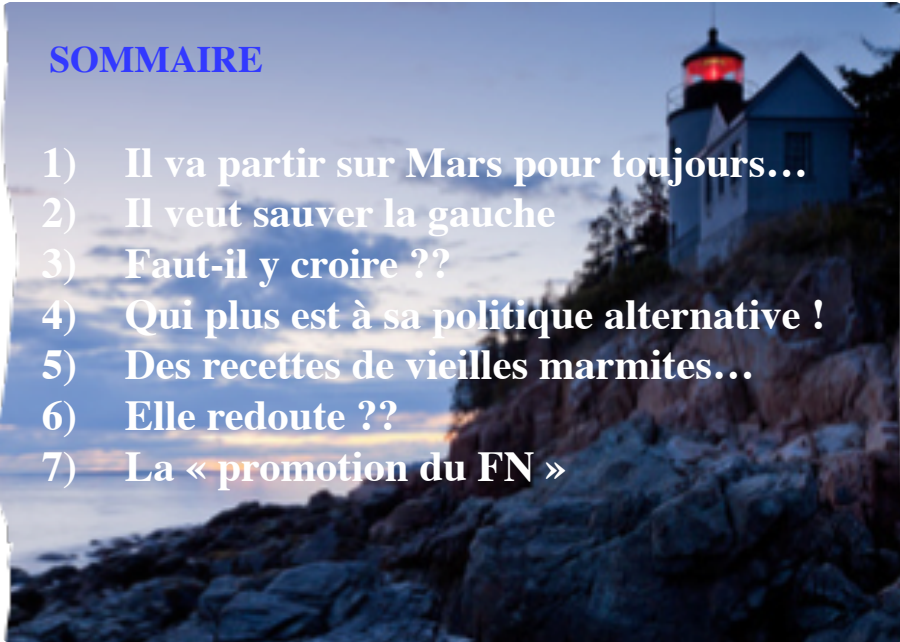
# LA PRESSE EN REVUE...



MARDI 3 MARS 2015

## SOMMAIRE

- 1) Il va partir sur Mars pour toujours...
- 2) Il veut sauver la gauche
- 3) Faut-il y croire ??
- 4) Qui plus est à sa politique alternative !
- 5) Des recettes de vieilles marmites...
- 6) Elle redoute ??
- 7) La « promotion du FN »



Gérard Diez La Presse en Revue

**I) Mars One : je fais partie des 100 finalistes et je donnerais ma vie pour devenir Martien**



Un artiste imagine pour la NASA une scène dans laquelle les premiers humains voyagent sur Mars. (NASA/SIPA)



Par Steve Schild  
Finaliste Mars One

J'ai 30 ans, je suis recruteur en Suisse, je suis au top de ma forme physique, je suis passionné par l'astronomie et l'espace depuis que je suis petit et je n'ai pas peur de la mort : je suis le Martien idéal.

### Un rêve d'enfant

Il y a deux ans, je me suis inscrit à un concours un peu fou qui, si je gagne, m'offrira la chance de réaliser un rêve d'enfant. Aujourd'hui, je fais partie des 100 finalistes du projet néerlandais "Mars One", qui prévoit d'installer un total de 24 humains sur la planète rouge.

Tous les deux ans, à partir de 2024, l'organisation à but non lucratif enverra sur la Mars un groupe de quatre personnes, deux hommes et deux femmes. Le voyage durera sept mois, pendant lesquels nous serons confinés dans une navette spatiale de 30 mètres carrés, avec tout juste le minimum vital en vivres pour tenir.

Je veux faire partie du premier groupe de Martiens. Nous aurons tout à découvrir, tout à faire, tout à installer pour les groupes suivants et le reste de l'humanité. Si je suis dans le dernier groupe, ce sera trop facile, le travail sera prémâché.

### Je veux coloniser Mars

Je ne cherche ni la célébrité ni la richesse, je veux simplement faire un grand pas pour l'humanité. Depuis le jour où j'ai vu le pied de Neil Armstrong se poser sur la Lune, je rêve d'aller dans l'espace et d'aider l'homme dans sa recherche de progrès spatial. Selon moi, c'est aujourd'hui le moment idéal pour aller s'installer sur une autre planète.

Je ne pense pas que la Terre puisse un jour devenir hostile à l'homme. Ce n'est pas comme dans le film américain "Interstellar", où l'humanité est obligée de trouver une autre planète pour survivre.

<http://youtu.be/zSWdZVtXT7E>

LAPRESSEENREVUE.EU

"Mars One" va offrir aux hommes une deuxième planète habitable. Pas dans un futur proche, évidemment, mais à terme je pense que nous pourrons tous avoir la double casquette Terriens-Martiens.

### J'aime ma vie sur Terre

Quand j'ai vu l'annonce du projet Mars One sur le site de la Nasa, il y a deux ans, j'ai tout de suite sauté sur l'occasion. Moi, un citoyen lambda, pas un astronaute, je pourrais aller sur Mars ? Je n'y croyais pas.

J'ai envoyé ma candidature et j'ai été reçu. On m'a ensuite convoqué pour la deuxième étape, celle des tests médicaux poussés.

Les conditions requises ? Avoir plus de 18 ans, ne pas avoir de maladie, être en forme physiquement et ne pas fumer. Après cette partie technique, j'ai été reçu par un psychiatre.

La question piège : "Si vous pouviez revenir sur Terre, le feriez-vous ?". Répondre "oui", c'était se disqualifier. Naturellement, j'ai répondu "non".

J'aime ma vie sur Terre. J'aime ma famille, mon amour, mes amis, mon travail, la nourriture et surtout la nature. Mais si je pars vivre sur Mars, la planète rouge sera ma nouvelle maison et les personnes avec moi seront ma nouvelle famille. Je ne reviendrais jamais, même si j'en avais l'opportunité.

### Il y aura internet sur la planète rouge

Certains ont dit vouloir revenir pour transmettre leur savoir de nouveaux Martiens aux Terriens. Ce n'est pas nécessaire, car nous serons en contact permanent avec la Terre.

Rien ne sera en direct, puisqu'il y a un décalage de trois à 22 minutes entre les deux planètes, mais nous communiquerons avec les Terriens grâce à des systèmes de messageries comme Whatsapp ou Imessages.

Il y aura donc internet sur Mars ! Du moins dans notre vaisseau spatial. Mais comme l'eau, l'oxygène et la nourriture, il ne sera pas en illimité.

Nous devons créer nous-même toutes ces ressources. C'est pour ça que la troisième et dernière étape sélective est une mise en situation de plusieurs mois.

Du mois d'août au mois de décembre 2015, les 100 candidats sélectionnés, dont je fais partie, serons répartis en équipes de 10 à 15 personnes de même sexe. Le but ? Que les groupes non-mixtes s'affrontent entre eux. Chaque équipe imposera un challenge à l'autre. Il faudra savoir réagir vite et trouver des solutions efficaces in situ.

### Mieux formés que des astronautes

Ce challenge est représentatif de ce qu'être un des premiers martiens humains impliquera. Nous n'aurons aucun contact direct instantané avec la Terre. Face à un problème technique, nous devons nous débrouiller seuls grâce à un travail d'équipe. Je dois donc ingérer le plus d'informations possible et me former au mieux pour survivre sur Mars et installer une colonie terrienne.

J'ai de la chance, mon employeur actuel me laisse le temps de me consacrer au projet. En deux ans, j'en ai appris plus sur Mars que sur tous les autres sujets que j'ai pu étudier.

Mais la théorie ne suffit pas. Si je passe les quatre rounds de sélection, je ferais partie des 24 gagnants qui suivront une formation physique et psychologique rémunérée pendant huit ans. À la fin de cet entraînement, nous serons encore mieux formés que des astronautes.

### Impossible de sortir sans combinaison

Depuis que je sais que mes jours sur Terre sont comptés, je vois la vie complètement différemment. Je profite beaucoup plus intensément de tout ce qui s'offre à moi. Je mange de la nourriture biologique, je passe du temps en famille et avec mes amis et surtout je me balade dehors et je fais du sport.

Une fois sur Mars, je ne pourrais plus jamais sortir sans ma combinaison spatiale. Finis les joggings matinaux et les grandes promenades au vert.

Tout sera beaucoup plus compliqué. Il faudra toujours s'organiser, réfléchir, être vigilant et surtout faire attention à nos ressources. Si dans les pays occidentaux terriens, les denrées comme l'eau et la nourriture nous sont proposés en

abondance, sur Mars, ce sera l'inverse. Il nous faudra tout fabriquer nous-même. De l'oxygène jusqu'à l'eau en passant par nos fruits et légumes.

### Une ballade dans les bois et un bon plat

Alors bien sûr, je risque d'avoir un peu le mal de planète. Surtout au début. Mais c'est comme un aller simple pour un pays inconnu où l'on ne maîtrise pas la langue. Au début tout est dur et puis on s'acclimate, on s'y fait et avec un peu de chance, on s'y plait.

Je ne sais pas encore à quoi ressemblera mon dernier jour sur Terre. De toute façon, mon dernier jour de "liberté" en tant que Terrien sera plusieurs semaines avant le décollage de notre vaisseau spatial. Ce serait trop risqué de se balader tranquillement en ville la veille du grand départ. Vous imaginez, attraper un rhume quelques heures avant de changer de planète ?

Mais juste avant la dernière étape de mise en quarantaine, je pense que je profiterais d'une dernière belle journée pour passer du temps avec mes proches, me balader dans les bois et m'installer au creux d'un arbre. Avec un peu de chance, je pourrais même manger un de mes plats préférés.

### "Steve est parti vivre sur Mars pour toujours"

Aujourd'hui, je n'ai qu'une hâte : partir vivre sur Mars.

Même si j'ai bien conscience de ce que mon choix implique. Je vais littéralement disparaître de la surface de la Terre. Fini les comptes en banque, la sécurité sociale ou les dettes.

Plus étrange encore, je ne serai plus Suisse mais Martien. Je ne serais ni mort, ni Terrien. J'imagine que sur mes datas, dans les registres officiels, ils écriront : "Steve est parti vivre sur Mars pour toujours".

Propos recueillis et traduits de l'anglais par Barbara Krief.

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

## II) Henri Emmanuelli s'engage pour sauver la gauche dans les Landes

**À 69 ans, l'ancien premier secrétaire du parti, Henri Emmanuelli, brigue un nouveau mandat de président du conseil général des Landes. Pour éviter que ce département cher à François Mitterrand ne bascule à droite.**



L'ancien premier secrétaire du PS, Henri Emmanuelli. (Reuters)

Henri Emmanuelli s'apprête à quitter un bar de poche au beau milieu de la campagne landaise. Avant de se rendre à une première réunion en vue des départementales, il aperçoit dans l'arrière-salle un petit groupe de femmes. Le Landais bourru s'adoucit. S'enquiert du motif de ce petit regroupement, apprend qu'il s'agit de gym et s' imagine déjà, à haute voix, s'adonner à quelques exercices sur une musique douce, lui qui n'a jamais fait un gramme de sport. À 69 ans, pour son maintien, l'ancien ministre de Mitterrand privilégie toujours le combat politique. Après plus de trente ans à la tête du conseil général des Landes, il a décidé de repartir.

Une rue à traverser et Emmanuelli arrive à son banquet républicain. C'est là, en plein milieu de ces terres agricoles vallonnées, loin du littoral et de la multiplication des pins, et précisément entre le fromage et la tarte aux pommes, que le candidat prend la parole. Il est devant les siens, environ 260 sympathisants attablés dans cette salle polyvalente où le poing et la rose recouvrent encore fièrement le panier de basket. *"Vous savez, j'ai hésité. Je ne crois pas du tout aux gens indispensables, mais la situation nationale n'est pas très facile. Ici, la droite se sent pousser des ailes et, malgré mon usure et mon bon caractère, ce n'est pas le moment de tourner le dos"*, explique-t-il, entre euphémisme et ironie. À distance, Geneviève Darrieussecq, maire de Mont-de-Marsan et tête d'affiche de la droite et du centre droit, dénonce cette *"baronnie"* au "mode de fonctionnement d'un autre siècle. Il y a une vraie demande de régénération. Les Landais veulent respirer", appuie-t-elle. "Gagner? On croit que c'est possible", ajoute l'un de ses proches.

Qu'Emmanuelli éprouve le besoin de repartir ici, dans cette citadelle interdite à la droite, en dit long sur l'état de faiblesse générale du PS. Si cette terre radicale-socialiste devait basculer, ce serait le signe d'un véritable carnage pour la gauche. L'ancien ministre, qui a surnommé les quatre conseillers généraux de droite "les ortolans" – "une espèce protégée" précise-t-il –, s'attend à voir le nid de l'opposition s'agrandir. Alors il appelle les siens à se mobiliser, à faire voter. "Je ne crains pas le vote. Je crains l'absence de vote. La participation risque d'être très faible, ce qui conduit à un gonflement des extrêmes", avertissait-il un peu avant d'entrer en scène. Pour la première fois dans les Landes, le FN aura des candidats dans tous les cantons et, après une première percée locale lors des européennes, son score inquiète.

**"Macron est sympathique, mais il n'est pas fait pour la politique"**

Entre deux plats et un morceau de musique locale, les autres candidats prennent le micro. Aucun ne se risque à revendiquer le bilan du gouvernement ou à se mettre sous le haut patronage de Manuel Valls ou de François Hollande. Les candidats parlent maisons de retraite, vendent leur projet de "village Alzheimer" et les investissements pour soutenir les entreprises locales. Bref, vantent l'action des départements qu'un temps Hollande a voulu faire disparaître.

Avec le chômage qui grimpe, "les lucarnes d'espoir sont rares", admet Emmanuelli. En aparté, cette figure de l'aile gauche du PS confie ses regrets sur la politique économique du gouvernement : "Nous, nous voulions une politique de l'offre et de la demande. S'il n'y a pas les deux, on marche sur un pied." Il regrette que le gouvernement ait "survécu la loi Macron". Depuis, il apprécie peu les tirs nourris que Macron adresse aux frondeurs. "Il est sympathique, mais il n'est pas fait pour la politique si c'est ainsi qu'il prend les choses." Et il ne goûte pas plus l'autoritarisme du patron du groupe PS à l'Assemblée, Bruno Le Roux. "Il ne faut pas qu'il se prenne pour le sergent Garcia", s'amuse-t-il d'un coup de griffe.

**"S'ils veulent nous écraser, alors oui, il y aurait un risque d'implosion, de scission"**

Mercredi dernier, Emmanuelli s'est rendu à l'Élysée pour discuter avec Hollande. Les deux anciens premiers secrétaires du PS ont discuté de la situation du pays et de celle de la gauche. "Il

est inquiet et moi aussi", note le Landais. Les deux hommes se respectent. Emmanuelli, en revanche, est moins tendre avec Valls. "Je fais parti des 8 qui ne lui ont pas voté la confiance", rappelle-t-il sans vouloir en dire plus. Un temps, et il poursuit : "Si on veut que la gauche ait une chance en 2017, il faut rassembler. Si on veut rassembler la gauche, on ne peut pas faire une politique qui la divise" et encore moins une "politique de provocation", dit-il en pensant à la loi Macron.

À regarder la maison commune se lézarder, il se montre préoccupé. *"Si le congrès servait à imposer une ligne Valls, une ligne sociale-libérale qui n'est pas majoritaire au sein du PS, ce serait une faute politique majeure et ce serait mortifère pour la gauche. S'ils veulent nous écraser, alors oui, il y aurait un risque d'implosion, de scission."* Ainsi va Emmanuelli, fidèle aux Landais et... hollandais soucieux.

Arthur Nazaret - Le Journal du Dimanche

### III) Départementales : Nicolas Sarkozy met en garde contre le «FNPS»

Nicolas Sarkozy se refuse à tout «pronostic» pour les élections départementales des 22 et 29 mars et met en garde contre le «FNPS» en estimant que «voter FN au premier tour, c'est faire gagner la gauche au second», dans un entretien à paraître ce lundi dans Le Figaro. Il souhaite aussi augmenter le temps de travail des fonctionnaires et passer à



Nicolas Sarkozy lors d'une réunion le 19 février 2015 à Chalon-sur-Saône  
Jean-Philippe Ksiazek

Nicolas Sarkozy repasse à l'offensive. «Pour les départementales, je ne ferai aucun pronostic, car je ne suis pas commentateur de la vie politique. Je dis simplement à ceux qui ont voté Front national dans le Doubs: voter Front national a conduit à l'élection d'un député socialiste de plus», déclare l'ancien président de la République.

Elections départementales : le FN largement en tête, à 33% d'intentions de vote

Une déclaration qui devrait nourrir la polémique à l'heure où le FN est donné largement en tête du premier tour.

«Voter pour le FN au premier tour, c'est faire gagner la gauche au second. C'est le FNPS ! Voter pour l'UMP n'a jamais en revanche fait gagner la gauche. Voter FN, si. La seule réalité électorale, c'est le FNPS», affirme le président de l'UMP alors que la présidente du FN, Marine Le Pen, emploie très souvent l'expression «UMPS» pour renvoyer dos à dos UMP et PS.

M. Sarkozy lance un appel à «tous ceux qui sont ulcérés par le comportement et la politique de M. Hollande, par ses impôts et ses mensonges» : «Vous avez le pouvoir d'adresser un carton rouge en votant contre le pouvoir socialiste. C'est le moment de le faire ! » déclare, véhément, le patron de l'UMP.

Le président de l'UMP, souhaite par ailleurs repousser à 63 ans l'âge légal de départ à la retraite dès 2020 et propose d'augmenter le temps de travail des fonctionnaires, dans cet entretien à paraître lundi dans Le Figaro.

Alors que ses rivaux Alain Juppé et François Fillon prônent la retraite à 65 ans, l'ancien chef de l'Etat «préfère passer l'âge légal de départ à 63 ans pour bénéficier d'une retraite à taux plein, mais le faire à raison d'une augmentation de quatre mois par an. C'est-à-dire repousser l'âge de départ à 63 ans (et à 68 ans, sans décote), en trois ans».

L'âge légal de départ à la retraite était de 65 ans avant d'être abaissé à 60 ans en 1982 au début du premier septennat de François Mitterrand. La réforme des retraites de 2010 a depuis fixé cet âge légal à 62 ans, à partir de la génération née en 1955 (2017). L'an dernier, l'UMP a proposé de le reculer à 65 ans en 2023.

Nicolas Sarkozy veut aussi «repenser tout notre Code du travail» et propose «une règle simple» : «ne garder que les droits fondamentaux des

salariés dans le Code du travail et renvoyer le reste à la négociation d'entreprise».

Jugeant que «l'écart entre le secteur public et le secteur privé est devenu injustifiable», il estime «impératif d'augmenter» le temps de travail des fonctionnaires «si on veut que la France s'en sorte». «Je souhaite que l'on renégocie les accords sur le temps de travail dans la fonction publique, il y aurait moins de jours de RTT mais, en contrepartie, je propose de rétablir les heures supplémentaires défiscalisées, pour inciter les fonctionnaires à travailler plus», souligne Sarkozy.

### «La France est écrasée d'impôts»

Interrogé sur ce qu'il a envie de dire à «ceux qui affirment que "Sarkon'est plus Sarko"», il répond: «j'ai une stratégie, un calendrier précis, et je n'en changerai pas».

«Ma priorité est de rassembler, de remettre au travail ma famille politique et de cautériser un parti blessé par les divisions et de le remettre au travail. Mon rôle est d'être le ciment de la famille et de construire une alternative crédible. Depuis mon retour en septembre, j'ai repris la route et la route est longue. Que personne ne doute de ma détermination. Ce travail portera ses fruits pour ma famille politique, au service de et pour la France», prévient-il.

Pourtant les discordances ne manquent pas avec sa famille politique... Ainsi contrairement à François Fillon, il ne plaide pas pour l'abrogation pure et simple des 35 heures. «Mon principe est simple : les entreprises qui souhaitent sortir des 35 heures doivent pouvoir le faire par la négociation. Comprendre les besoins de l'économie française, c'est oser dire qu'il faut faire confiance aux entreprises, aux entrepreneurs et aux salariés pour négocier à leur niveau le temps de travail», déclare M. Sarkozy.

Il plaide en outre pour un retour «à un niveau de dépenses publiques équivalent à 50% du PIB» et une inscription de «ce chiffre dans la Constitution, pour qu'il ne puisse plus être dépassé».

Alors que la France est «écrasée d'impôts» il estime qu'il «ne doit plus y avoir d'ISF». «On ne peut pas vouloir l'Europe, c'est-à-dire la liberté de circulation des hommes et des capitaux, et avoir la fiscalité la plus lourde du continent. Cette inconséquence nous coûte cher. Il faut désidéologiser le débat fiscal».

En revanche le débat sur le salaire minimum est toujours un enjeu idéologique pour le confrencier international. «Nous avons refusé la démagogie sur le smic en n'accordant aucun coup de pouce sur l'ensemble du quinquennat» déclare Nicolas Sarkozy au Figaro.

***L'UMP va être remplacée par un parti avec «un nom», «pas un sigle»/strong>***

***Nicolas Sarkozy réaffirme son intention de transformer «au printemps» l'UMP en «un nouveau parti», auquel on donnera «un nouveau nom, qui ne sera pas un sigle». Ce sera une formation beaucoup plus large, plus rassembleuse, plus dynamique, ouverte à tous ceux qui voudraient préparer l'alternance, et notamment au centre», déclare le président de l'UMP. «Quand je dis le centre, je parle du vrai centre droit, donc ceux qui sont clairement dans l'opposition», précise celui qui ne veut pas entendre parler d'une quelconque alliance avec le MoDem de François Bayrou, contrairement à son rival Alain Juppé.***

leparisien.fr

### **Nicolas Sarkozy a la mémoire qui flanche... Il ne se souvient plus très bien !**

*Jean-Christophe Cambadélis, Premier secrétaire du Parti socialiste*

Nicolas Sarkozy qui critique la croissance, le déficit, la perte d'emplois...

Sous son quinquennat, la croissance a été de zéro, le nombre de chômeurs a progressé d'un million et les déficits étaient de plus de 5% avec des dépenses publiques à 57%.

Aujourd'hui, Nicolas Sarkozy ne fait aucune proposition nouvelle. Il veut diminuer la dépense de 100 milliards d'euros. Dommage qu'il ne nous dise pas comment. Il veut casser la croissance !

Quant au Front national, après lui avoir ouvert la porte avec ses « Buissoneries », il le met sur le même plan que le Parti socialiste, un parti républicain lui !

Voilà les fonctionnaires et les salariés prévenus : le programme de Nicolas Sarkozy c'est le coup de rabet sur notre modèle social et le coup de marteau sur la République.

## IV) Nicolas Sarkozy : «Il y a une politique alternative»



Nicolas Sarkozy, président de l'UMP, vendredi, au siège du parti, à Paris.  
Crédits photo : Jean-Christophe MARMARA/JC MARMARA/LE FIGARO

**EXCLUSIF** - Dans un entretien au «Figaro», l'ancien chef de l'État dénonce le bilan de François Hollande. Il défend le rôle clé de l'entreprise et prône une réduction simultanée des dépenses publiques et des impôts.

**LE FIGARO.** - **Croissance, chômage... le gouvernement se félicite de l'amélioration des conditions économiques actuelles. C'est aussi votre analyse?**

**Nicolas SARKOZY.** - Hélas, non. Je veux d'abord rappeler des chiffres incontestables qui illustreront le bilan de François Hollande. Depuis que les statistiques existent, c'est la première fois que la France enchaîne trois années de croissance quasi nulle: 0,3 % en 2012, 0,3 % en 2013 et 0,4 % en 2014. On n'avait jamais assisté à un tel décrochage avec nos principaux partenaires européens. C'est aussi la première fois que le nombre de défaillances d'entreprises est supérieur à 60.000 par an deux années de suite. C'est encore la première fois que les dépenses publiques représentent 57 % du PIB et les prélèvements obligatoires 45 %. L'écart par rapport aux autres pays européens est devenu énorme: 7 points de PIB ou 140 milliards d'euros par an d'écart en matière de dépenses publiques par rapport à la moyenne européenne et près de 8 points de PIB en matière de prélèvements obligatoires, soit plus de 150 milliards par rapport à l'Allemagne. Voici où nous ont conduits les trois années du mandat de François Hollande.

**Cependant, le chômage a baissé en janvier...**

**LAPRESSEENREVUE.EU**

Comment pouvez-vous vous laisser abuser? La France compte près de 6 millions de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi dans toutes les catégories. Ici encore, du jamais vu. La baisse de 19.100 chômeurs à la fin du mois de janvier - dont je me réjouis naturellement - dans la seule catégorie A n'est rien comparée à la hausse de 193.400 chômeurs enregistrée au cours de la seule année 2014 et à celle des quelque 590.000 chômeurs supplémentaires depuis l'élection de François Hollande en mai 2012. Je précise en outre que le régime d'assurance-chômage prévoit 104.000 chômeurs de plus en 2015! Enfin, notre déficit public s'est dégradé entre 2013 et 2014. Et il n'y a que deux pays à avoir réalisé une telle «performance» en Europe: la France et la Croatie ! Au vu de ces chiffres incontestables, parler d'amélioration est au mieux une galéjade, au pire un mensonge de plus. Notre situation économique est particulièrement angoissante. Ne pas le voir est une faute majeure. Voilà le bilan de M. Hollande!

*«L'espoir pour les Français ne pourra venir que d'une politique économique radicalement différente de celle que nous subissons depuis trois années»*

**Vous ne voyez vraiment aucun indicateur macroéconomique qui permette de redonner un peu d'espoir aux Français?**

Dans ce contexte très dégradé, il y a deux bonnes nouvelles qui ne doivent rien à M. Hollande: les baisses simultanées des cours de l'euro et du pétrole. Je m'en réjouis, mais les Français doivent savoir que cela ne changera rien pour eux dans la durée. C'est bien sûr mieux d'avoir un euro moins fort mais malheureusement l'Espagne, l'Italie ou encore l'Allemagne en bénéficieront bien davantage que nous, car les réformes qu'ils ont menées vont leur permettre de capter l'essentiel des bénéfices, en termes d'exportation, de cette amélioration de la conjoncture. L'espoir pour les Français ne pourra venir que d'une politique économique radicalement différente de celle que nous subissons depuis trois années.

**Vous êtes donc convaincu que les Français ne profiteront pas de cette embellie économique?**

Les exportations françaises ne repartiront pas parce que les autres pays ont fait des efforts qui ont permis à leurs entreprises d'être plus compétitives sur les marchés extérieurs. Il n'y a également aucune raison que la demande intérieure reparte. Depuis que François Hollande a été élu, les Français ont été assommés par 40

milliards d'euros d'impôts et de charges supplémentaires. Ce fut un mouvement d'une brutalité sans précédent. Et que nous promettent MM. Valls et Sapin aujourd'hui? Une baisse? Non, simplement que les impôts n'augmenteront pas cette année. Voici un mensonge de plus. La preuve en est apportée par la décision du gouvernement de reporter l'annonce du financement des 4 milliards d'euros demandés par Bruxelles après les élections départementales. Ce ne seront pas des économies mais des nouvelles hausses d'impôts qui seront annoncées après ce scrutin! Quant à l'investissement, la troisième composante de la croissance, il ne redémarre pas. À force de servir de punching-ball au Parti socialiste, les chefs d'entreprise ont perdu confiance. Or sans confiance, il n'y a pas d'investissement possible.

*«Sur les quelque 300 articles de la loi Macron, en voyez-vous un seul qui prévoit la baisse des impôts ou qui permettra d'augmenter la croissance?»*

**La loi Macron a été imposée en première lecture à l'Assemblée grâce à l'article 49-3 de la Constitution. Elle est censée relancer la croissance et l'activité en France...**

La loi Macron n'a pas été votée, c'est la motion de censure qui n'a pas été adoptée. C'est d'ailleurs une preuve supplémentaire de la faiblesse du gouvernement. L'article 49-3 ne pouvant être utilisé qu'une seule fois par session parlementaire, cela veut dire que d'ici au 1er juillet, le gouvernement ne pourra plus faire passer de réformes. Pour répondre à votre question, sur les quelque 300 articles de la loi Macron, en voyez-vous un seul qui prévoit la baisse des impôts ou qui permettra d'augmenter la croissance? 73 % des chefs d'entreprise, d'après un récent sondage, estiment que cette loi n'aura pas d'impact sur la croissance et 85 % qu'elle n'aura aucun impact dans leur entreprise: tout est dit! Les chefs d'entreprise ont besoin de baisses massives de charges et le gouvernement leur parle de la libéralisation du transport en autocar. Cherchez l'erreur.

**Ne libéralise-t-elle pas les professions réglementées ou le travail dominical, comme le proposait le rapport Attali que vous aviez commandé en 2008?**

Même l'extension du travail le dimanche dans les zones touristiques internationales est une supercherie car elle est conditionnée à un accord majoritaire d'entreprise et il suffit que les

syndicats soient contre pour que rien ne bouge. Or, ils sont tous contre. Joli progrès, belle avancée! Plutôt que de s'attaquer à de vrais corporatismes qui entravent la croissance dans notre pays et ruinent la France, comme les dockers de la CGT dans les ports ou la CGT du livre dans la presse, le gouvernement a voulu régler le sort des notaires, sans doute coupables de trop travailler, dont il a voulu nous faire croire qu'ils bloquaient à eux tout seuls la croissance en France! De qui se moque-t-on ?

**Quelles réformes faudrait-il alors mettre en œuvre pour relancer réellement la croissance en France?**

D'abord, permettez-moi de rappeler les réformes structurelles que nous avons faites: où en serait la France aujourd'hui si nous n'avions pas eu le courage de les faire? C'est le cas du service garanti dans les transports publics les jours de grève, de l'autonomie des universités, du report de l'âge de départ à la retraite de 60 à 62 ans, avec la pente de progression la plus rapide en Europe: quatre mois par an. Rien que cette mesure permet de récupérer 22 milliards par an. J'ajoute la question des régimes spéciaux de retraite qui ont pour la première fois été réformés. En outre, nous avons supprimé 150.000 postes de fonctionnaires en cinq ans. Nous avons refusé la démagogie sur le smic en n'accordant aucun coup de pouce sur l'ensemble du quinquennat. Nous avons fait la réforme de la carte judiciaire dont la Cour des comptes vient de reconnaître qu'elle était l'exemple à suivre d'une réforme réussie d'un grand service public... En cinq années, nous n'avons pas retiré un seul texte sous la pression de la rue ou utilisé une seule fois l'article 49-3 au Parlement. On voit la différence avec aujourd'hui, où, de reculades en 49-3, la France se trouve reléguée en queue de peloton de la croissance européenne.

*«Il nous faudra engager ni plus ni moins une révolution des esprits, débarrassée de tous les dogmes, afin de mettre l'entreprise, quelle que soit sa taille et dans toutes ses dimensions, au centre de toutes les décisions économiques du gouvernement»*

**Oui, mais si vous reveniez au pouvoir demain, quelle serait l'urgence?**

L'urgence sera de s'attaquer aux vrais problèmes des entreprises et non pas à des sujets à l'extrême périphérie de leurs préoccupations. Il nous faudra engager ni plus ni moins une révolution des esprits, débarrassée de tous les dogmes, afin de



mettre l'entreprise, quelle que soit sa taille et dans toutes ses dimensions, au centre de toutes les décisions économiques du gouvernement. Ce point est fondamental car c'est l'entreprise qui crée des emplois et produit des richesses. Les socialistes ne l'ont hélas toujours pas compris. En cela, M. Hollande est un homme prisonnier des idéologies du siècle passé. Derrière les mots, il y a la réalité de toutes les décisions prises depuis 2012 au détriment des entreprises, des PME, des artisans-commerçants, des travailleurs indépendants, des professions libérales, bref de tous ceux qui créent des emplois. Cette révolution des esprits à laquelle j'appelle, tournée vers toutes les entreprises, sera le cœur de la politique alternative que nous allons proposer au service de tous les Français.

### **Au point de défendre la rémunération et les bonus de ses dirigeants, comme cela a été le cas pour le nouveau patron de Sanofi?**

Le bonus avant les résultats est un non-sens. Le bonus en contrepartie de bons résultats est acceptable. L'essentiel, c'est la performance. Un mauvais patron peu payé fait davantage de dégâts qu'un bon patron bien rémunéré.

### **Que feriez-vous sur la question des déficits?**

Il faut baisser le montant des dépenses publiques, qui auront augmenté de 100 milliards d'euros sur cinq ans à la fin du mandat de François Hollande. Nous devons revenir à un niveau de dépenses publiques équivalent à 50 % du PIB et inscrire ce chiffre dans la Constitution, pour qu'il ne puisse plus être dépassé.

*«Je souhaite que l'on renégocie les accords sur le temps de travail dans la fonction publique, il y aurait moins de jours de RTT mais en contrepartie je propose de rétablir les heures supplémentaires défiscalisées»*

### **Comment faire concrètement pour réussir une baisse de sept points des dépenses publiques?**

Il faut d'abord s'attaquer résolument à ce qui pèse le plus lourd dans le budget de l'État et des collectivités locales: le nombre de nos fonctionnaires, car ce seul poste de dépenses représente 45 % du budget national et 60 % de celui des collectivités locales. Il faudra revenir à la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite et surtout l'imposer à la fonction publique territoriale, notamment en changeant la Constitution pour rendre cette règle compatible avec l'autonomie de gestion des

collectivités territoriales. En contrepartie, les collectivités doivent avoir la possibilité de négocier directement les rémunérations et le temps de travail avec leurs agents, sans être totalement soumises à des règles imposées par l'État. Il faut recruter prioritairement dans la fonction publique avec des contrats de cinq ans quand le poste le justifie. Il faut cesser de penser que pour un besoin qui peut être ponctuel, par exemple un informaticien sur un projet, on doit continuer à recruter pour trente ans. En matière de fonction publique, là encore, la France doit regarder la réalité de ce qui se fait en Europe.

### **Faut-il aussi augmenter le temps de travail des fonctionnaires?**

L'écart entre le secteur public et le secteur privé est devenu injustifiable: 48 jours de congés par an en moyenne dans la fonction publique d'État contre 36 dans le secteur privé et 29 dans une petite PME. C'est une question d'équité, mais aussi d'impact sur les charges des entreprises et les impôts des Français. Il est impératif d'augmenter leur temps de travail si on veut que la France s'en sorte. Sur ce point, je souhaite que l'on renégocie les accords sur le temps de travail dans la fonction publique, il y aurait moins de jours de RTT mais en contrepartie je propose de rétablir les heures supplémentaires défiscalisées, pour inciter les fonctionnaires à travailler plus. Il faut aussi bien évidemment rétablir le jour de carence en cas de maladie dans la fonction publique que François Hollande a supprimé dès son arrivée, ce qui explique que l'absentéisme soit reparti à la hausse dans nos administrations. J'accuse la gauche de paupériser la fonction publique en faisant le choix des sureffectifs, alors qu'il faut faire le choix de la qualité et d'une meilleure rémunération pour redonner une perspective à nos fonctionnaires.

### **Que faut-il faire des 35 heures? Les abroger?**

Mon principe est simple: les entreprises qui souhaitent sortir des 35 heures doivent pouvoir le faire par la négociation. Comprendre les besoins de l'économie française, c'est oser dire qu'il faut faire confiance aux entreprises, aux entrepreneurs et aux salariés pour négocier à leur niveau le temps de travail. C'est pour cela que je parle de révolution des esprits dans le rapport des pouvoirs publics à tous ceux qui créent des emplois. Et, bien entendu, je propose de rétablir dans les entreprises le principe des heures supplémentaires défiscalisées.

**Toucher au poste de dépenses des fonctionnaires ne suffira pas à faire baisser de 7 points en cinq ans le taux de dépense publique. Quelle politique publique doit selon vous faire l'objet d'une remise à plat?**

S'il y a des économies à faire, on ne peut pas les faire sur des politiques publiques qui marchent ou ont prouvé leur efficacité, comme François Hollande l'a fait en s'attaquant par exemple à la politique familiale. Les deux priorités sont clairement de régler dans un premier temps la question de la gabegie invraisemblable qui règne en matière de formation professionnelle (32 milliards d'euros par an) ou de politique de logement (46 milliards).

*«On ne peut plus se permettre d'avoir des impôts qui n'existent nulle part ailleurs»*

**Et en matière de prélèvements obligatoires, prônez-vous également une baisse des impôts?**

La France est écrasée d'impôts et il est fondamental que la France et l'Allemagne convergent en matière fiscale car on ne peut plus se permettre d'avoir des impôts qui n'existent nulle part ailleurs. Il n'y a ainsi pas d'ISF en Allemagne et il ne doit donc plus y avoir d'ISF en France. On ne peut pas vouloir l'Europe, c'est-à-dire la liberté de circulation des hommes et des capitaux, et avoir la fiscalité la plus lourde du continent. Cette inconséquence nous coûte cher. Il faut désidéologiser le débat fiscal. La seule vraie question, c'est celle de la meilleure fiscalité pour sauver nos entreprises et nos emplois.

**Que pensez-vous de la flat tax, qui consiste à fixer un taux unique en matière d'impôt sur le revenu?**

La priorité n'est pas d'afficher des grands concepts mais de prendre des décisions fortes. La première attente des Français et des patrons de PME, c'est la baisse des charges qui pèsent sur le travail. Rien n'a été réglé par le CICE: plus d'un chef d'entreprise sur deux l'ayant utilisé estime que cette mesure n'aura aucun impact sur la compétitivité de son entreprise.

**Les impôts doivent-ils baisser avant, après ou en même temps que les dépenses?**

François Hollande aura mis la France si bas au bout de cinq ans que nous serons obligés de réagir fortement. Ce qui se passe est grave: les Français doivent réaliser que celle qui est devenue la sixième puissance économique du monde est en

décrochage. La priorité sera de baisser fortement et simultanément les dépenses et les impôts.

*«Je préfère passer l'âge légal de départ à 63 ans pour bénéficier d'une retraite à taux plein, mais le faire à raison d'une augmentation de quatre mois par an. C'est-à-dire repousser l'âge de départ à 63 ans en trois ans»*

**Les comptes sociaux sont aussi très déficitaires. Que proposez-vous?**

En matière de retraite, il faudra à nouveau augmenter l'âge de départ et de manière très rapide. C'est en effet la rapidité avec laquelle on atteint le nouvel âge qui produit un maximum d'économies très vite, beaucoup plus que la borne d'âge elle-même. Concrètement, je préfère passer l'âge légal de départ à 63 ans pour bénéficier d'une retraite à taux plein, mais le faire à raison d'une augmentation de quatre mois par an. C'est-à-dire repousser l'âge de départ à 63 ans (et à 68 ans, sans décote), en trois ans. Il faut également s'occuper en urgence de la rigidité de nos règles sociales. Nous devons repenser tout notre Code du travail. Je propose en la matière une règle simple: ne garder que les droits fondamentaux des salariés dans le Code du travail et renvoyer le reste à la négociation d'entreprise. Là encore, appliquons un principe de confiance plutôt qu'une logique de méfiance. Je crois également nécessaire de refuser toute sur-transposition par rapport aux normes européennes. L'inflation de normes spécifiques à la France est un frein structurel à la croissance.

**Les négociations entre Bruxelles et Athènes ont finalement ramené à la raison les Grecs. Auriez-vous préféré une sortie de la Grèce de l'euro?**

Non, certainement pas. Je constate que M. Tsipras a mangé son chapeau. Qu'il a renoncé à remettre en cause les privatisations, y compris celle du port du Pirée, renoncé à l'augmentation du smic et à l'embauche des fonctionnaires. M. Tsipras est arrivé au pouvoir en Grèce sous les applaudissements conjoints et extravagants de M. Mélenchon et de Mme Le Pen. Et je dis à tous ceux qui ont salué l'élection grecque: voilà où vous conduirait le vote en faveur du Front national. À peine élu, M. Tsipras a ravalé ses promesses électorales, il s'est mis à genoux. Voilà ce qu'est devenu un pays frère, au cœur de la civilisation européenne.

*«Voter pour le FN au premier tour, c'est faire gagner la gauche au second. C'est le FNPS!»*

## **Des élections départementales vont se dérouler à la fin du mois qui annoncent encore une fois une percée du FN. Cela vous inquiète-t-il?**

Pour les départementales, je ne ferai aucun pronostic, car je ne suis pas commentateur de la vie politique. Je dis simplement à ceux qui ont voté pour le Front national dans le Doubs: voter Front national a conduit à l'élection d'un député socialiste de plus. Voter pour le FN au premier tour, c'est faire gagner la gauche au second. C'est le FNPS! Voter pour l'UMP n'a jamais en revanche fait gagner la gauche. Voter FN, si. La seule réalité électorale, c'est le FNPS.

## **On a dit que l'élimination directe de l'UMP dans l'élection partielle du Doubs démontrait l'indifférence des électeurs à votre retour...**

Peut-on espérer un peu d'honnêteté dans les commentaires? Quand un candidat UMP est élu dans le département de l'Aube, personne n'y voit un plébiscite pour moi et quand il est battu huit semaines plus tard dans le Doubs, les commentateurs y voient un plébiscite contre Sarkozy... Je vous rappelle en outre que, le même dimanche, à Ajaccio, un candidat UMP a été élu dans une ville de 68.000 habitants.

## **Allez-vous faire campagne auprès des candidats?**

Je suis déjà allé dans le Nord et en Bourgogne. Je vais continuer de soutenir nos candidats sur le terrain. Mon devoir est d'être à leurs côtés et ce sera le cas de tous les dirigeants de notre famille politique pleinement mobilisée dans ce combat.

*«Je le dis à tous ceux qui sont ulcérés par le comportement et la politique de M. Hollande, par ses impôts et ses mensonges : vous avez le pouvoir d'adresser un carton rouge en votant contre le pouvoir socialiste»*

## **Les électeurs sont profondément détachés de la politique. Plus de départements dirigés par l'UMP, cela changera quoi pour eux?**

Je le dis à tous ceux qui sont ulcérés par le comportement et la politique de M. Hollande, par ses impôts et ses mensonges: vous avez le pouvoir d'adresser un carton rouge en votant contre le pouvoir socialiste. C'est le moment de le faire! Mais cela changera autre chose: si vous voulez arrêter l'explosion des impôts locaux, tous les candidats de l'UMP se sont engagés à diminuer les dépenses des départements, à réduire le nombre des fonctionnaires locaux. Ils ont aussi

promis de conditionner les aides sociales à un engagement de travail au bénéfice de la collectivité pour lutter contre un assistanat que les Français ne supportent plus. Enfin, ils s'engagent aussi, à leur niveau, à soutenir le tissu des TPE et des PME dans leur département.

## **Après les départementales viendra l'heure de la refondation de votre parti.**

Il y aura un nouveau parti, au printemps. On lui donnera un nouveau nom, qui ne sera pas un sigle. Ce sera une formation beaucoup plus large, plus rassembleuse, plus dynamique, ouverte à tous ceux qui voudraient préparer l'alternance, et notamment au centre. Quand je dis le centre, je parle du vrai centre droit, donc ceux qui sont clairement dans l'opposition.

## **Beaucoup sont surpris de vous découvrir dans un rôle de rassembleur, moins offensif qu'à votre habitude. Que répondez-vous à ceux qui affirment que «Sarko» n'est plus «Sarko»?**

J'ai été président de la République, ce qui me crée plus de devoirs que de droits. Et ce qui me crée aussi des devoirs vis-à-vis de ma famille politique. J'ai une stratégie, un calendrier précis, et je n'en changerai pas. Ma priorité est de rassembler, de remettre au travail ma famille politique et de cautériser un parti blessé par les divisions et de le remettre au travail. Mon rôle est d'être le ciment de la famille et de construire une alternative crédible. Depuis mon retour en septembre, j'ai repris la route, et la route est longue. Que personne ne doute de ma détermination. Ce travail portera ses fruits pour ma famille politique, au service de et pour la France.

[lefigaro.fr](http://lefigaro.fr)

**LAPRESSEENREVUE.EU**

## V) Sarkozy réchauffe ses vieilles recettes ultra libérales

Fabrice Savel



Photo :Thibault Camus/AFP

Dans une longue interview au journal “Le Figaro”, l’ancien chef de l’État s’en prend violemment aux fonctionnaires, aux 35 h, et à l’âge de la retraite. Des propositions ultra libérales peu nouvelles mais qui poussent toujours plus loin la casse du droit du travail et du modèle social français.

Le Figaro a accordé presque deux pleines pages à une longue interview à Nicolas Sarkozy qui, après avoir taillé en pièce la politique de François Hollande, égrène ses propositions pour la France. Là, pas de surprise, pas de nouveauté en vue. Contraint d’aller plus loin encore que la loi “Macron” et que l’actuel gouvernement dans son allégeance au Medef, l’ancien président de la République propose une révolution des esprits : mettre “l’entreprise, quelle que soit sa taille et dans toutes ses dimensions, au centre de toutes les décisions économiques du gouvernement”.

Quand il passe au concret, Nicolas Sarkozy reprend avec ferveur le dogme dicté par Bruxelles : baisser les dépenses publiques. Comment ? “Il faut d’abord, explique-t-il, s’attaquer résolument à ce qui pèse le plus lourd dans le budget de l’État et des collectivités locales : le nombre de nos fonctionnaires (...). Revenir à la règle du non-remplacement d’un fonctionnaire sur deux partant à la retraite et surtout l’imposer à la fonction publique territoriale, notamment en changeant la Constitution pour rendre cette règle compatible avec l’autonomie de gestion des collectivités territoriales.”

Nicolas Sarkozy consacre ensuite une longue charge au temps de travail des fonctionnaires. Il propose ainsi qu’ils aient “moins de jours de RTT mais en contrepartie propose de rétablir les heures supplémentaires défiscalisées, pour inciter les fonctionnaires à travailler plus”. Et d’ajouter : “les

entreprises qui souhaitent sortir des 35 heures doivent pouvoir le faire par la négociation... Et, bien entendu, je propose de rétablir dans les entreprises le principe des heures supplémentaires défiscalisées.”

Vient ensuite, la suppression de l’ISF proposition amenée par une forfaiture idéologique du président de l’UMP : “Il n’y a ainsi pas d’ISF en Allemagne et il ne doit donc plus y avoir d’ISF en France.” Comme si ce qui s’applique outre-Rhin devait par principe s’appliquer à la France, sans autre débat !

Autre proposition phare de cette interview fleuve de Nicolas Sarkozy : “augmenter l’âge de la retraite et de manière rapide”. La encore, la casse du droit à la retraite des salariés s’inscrit dans une politique globale de casse du droit du travail : “C’est en effet la rapidité avec laquelle on atteint le nouvel âge qui produit un maximum d’économies très vite, beaucoup plus que la borne d’âge elle-même. Concrètement, je préfère passer l’âge légal de départ à 63 ans pour bénéficier d’une retraite à taux plein, mais le faire à raison d’une augmentation de quatre mois par an. C’est-à-dire repousser l’âge de départ à 63 ans (et à 68 ans, sans décote), en trois ans. Il faut également s’occuper en urgence de la rigidité de nos règles sociales. Nous devons repenser tout notre Code du travail. Je propose en la matière une règle simple: ne garder que les droits fondamentaux des salariés dans le Code du travail et renvoyer le reste à la négociation d’entreprise.”

Enfin, le président de l’UMP, en difficulté dans les sondages depuis son “retour” en politique, renvoi dos-à-dos Parti socialiste et Front national avec une formule inspirée de Le Pen : Aux élections départementales “Voter pour le FN au premier tour, c’est faire gagner la gauche au second. C’est le FNPS! “

Élections départementales qui sonneront le glas de l’UMP, puisque Nicolas Sarkozy annonce un nouveau parti, un nouveau nom, une formation ouverte au centre, le “vrai centre droit” précise-t-il.

humanite.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## VI) Départementales, la droite redoute

**Le département le plus peuplé de Lorraine devrait rester à droite, mais certains cantons pourraient basculer au Front national.**



A Hayange, les hauts fourneaux d'Arcelor Mittal éteints, avril 2014. PASCAL

La droite mosellane (UMP-UDI-MoDem) détient 29 sièges sur 51 au conseil général. Si elle peut légitimement espérer garder ce département, elle s'inquiète toutefois d'une montée du Front national. Déjà, en 2011, le parti de Marine Le Pen était présent au second tour dans les trois quarts des cantons renouvelables. Et aux européennes de l'an dernier, il est arrivé en tête avec 31,09 % des voix.

Thierry Gourlot, secrétaire départemental du FN, espère quatre élus, essentiellement dans le secteur rural et anciennement minier, comme à Sarreguemines. Mais le match pourrait aussi être serré dans la métropole. À Metz-1, canton détenu par l'actuel maire socialiste Dominique Gros, une autre liste se présente à gauche (Front de gauche), et elles sont quatre à droite !

### Une menace particulièrement sérieuse

Cette division fait bien les affaires du FN. « J'ai tout fait pour éviter la désunion », se défend Patrick Thil, secrétaire départemental de l'UMP, qui devra lui aussi – en tandem avec la députée UMP Marie-Jo Zimmermann – faire face à deux autres listes de droite pour le canton de Metz-3.

Patrick Weiten, actuel président de l'UDI de la Moselle, et président du conseil général, prend la menace au sérieux. « Avoir des conseillers FN serait très grave, et je souhaite un front républicain entre les deux tours », indique-t-il. À Hayange la sidérurgique, l'enjeu est d'empêcher Fabien Engelmann, premier maire FN de Lorraine, d'empocher une deuxième victoire.

En fait, la logique du rassemblement n'a marché pleinement que dans un seul canton, à Freyming-Merlebach, avec trois listes, gauche, droite et FN. Il est vrai que la menace est particulièrement sérieuse dans ce canton où le FN a fait l'un de ses plus forts scores (42 %) aux élections européennes.

### Le redécoupage des cantons en question

Mais pour le reste du département, on compte plusieurs listes à droite dans 60 % des cas, et plusieurs à gauche dans 80 % des cas. Patrick Weiten accuse le gouvernement, et son redécoupage des cantons : « Les sortants, parfois deux dans un nouveau canton, veulent légitimement se représenter », justifie-t-il.

Au PS, plusieurs têtes d'affiche ne se représentent pas, comme l'ancienne ministre de la culture Aurélie Filippetti, et le chef de l'opposition au conseil général Philippe Tarillon (ancien maire de Florange, que les militants n'ont pas choisi

Le premier secrétaire de la Fédération socialiste, Jean-Pierre Liouville, reconnaît que se prépare « une bataille compliquée ». Mais il explique cette difficulté par le contexte national et les perspectives d'une « faible participation », la gauche en étant souvent la principale victime. L'abstention atteint en effet des records dans ce département (62 % aux dernières cantonales et européennes) au point que le conseil général a pour la première fois lancé une campagne d'affichage encourageant à aller voter. Du fait du mode de scrutin, où seuls les candidats dépassant 12,5 % des inscrits (et non des votants) pourront se qualifier au second tour, les triangulaires devraient être limitées.

### Le FN, le parti qui « comprend le mieux les gens »

Le Front national est pour près d'un quart des Français le « parti qui comprend le mieux les gens ». Avec 24 % des réponses, il devance l'UMP (19 %) et distance le PS (14 %) selon un sondage Viavoix publié dans Libération (100 personnes interrogées du 18 au 23 février). L'UMP apparaît toutefois comme le parti le plus susceptible d'« apporter des solutions pertinentes » pour 23 % des sondés, devant le FN (20 %) et le PS (17 %). Si 36 % des Français estiment que le FN « incarne bien les valeurs républicaines », ils sont toujours une majorité (51 %) à juger qu'il « incarne mal les valeurs républicaines ».

## VII) Départementales : Pierre Laurent (PCF) dénonce la "promotion du FN"



Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, le 30 janvier 2015 à Bobigny, © 2012 AFP

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a dénoncé lundi "un déni de démocratie" à 20 jours des élections départementales, et une "promotion du Front national sans prendre la mesure du danger qui se profile pour le pays".

Pierre Laurent a tenu une conférence de presse au siège du Parti communiste pour "dénoncer le scandale antidémocratique que constitue à ce jour la préparation des élections départementales".

"Ce qui se passe, c'est du jamais vu", a déclaré le patron des communistes, qui pointe un manque d'informations sur "le sens des élections" alors qu'elles "concernent pour la première fois tous les départements en même temps", que "le mode de scrutin a changé" et que "la réforme territoriale met en jeu le rôle et l'avenir, pourtant essentiels, des départements".

"A la place de ce débat, on assiste à une indécente promotion, continue, permanente du Front national sans prendre la mesure du danger qui se profile pour le pays", a-t-il aussi dénoncé.

"Nous disons stop à cette banalisation, nous demandons que soit mis fin dans les trois semaines qui viennent au déni de démocratie qui consiste à systématiquement ouvrir toutes les antennes au FN, à organiser tout le débat autour du FN en ignorant les milliers et milliers de candidats et singulièrement nos candidats qui sont aussi nombreux que ceux du FN", a-t-il dit.

"Une élection ne se prépare pas en fonction des

des sondages, en démocratie. Dans une élection (...) il y a une période d'égalité de traitement des candidats", a-t-il ajouté.

le FN "est un parti qui distille dans la société française un poison raciste qui pose un très grave problème. J'en appelle au sens des responsabilités", a insisté Pierre Laurent, dénonçant une "banalisation de propos ignominieux".

"Matin et soir le poison de la haine, du racisme, de la division, de la séparation des Français est distillé sans réaction. Au déni démocratique s'ajoute donc l'irresponsabilité politique", a déclaré Pierre Laurent.

Le patron des communistes appelle "les électeurs, tous les citoyens engagés à divers titres dans la vie publique, les responsables politiques attachés à la démocratie, les médias, singulièrement les responsables de JT, des matinales, des émissions politiques, le CSA, à se ressaisir et réagir", et demande "que soit mis un terme à l'insupportable inégalité de traitement".

LCP  
L'OPINION DES FRANÇAIS

LAPRESSEENREVUE.EU

**VAL-DE-MARNE**  
**ELECTIONS DEPARTEMENTALES**



**ÉLECTIONS  
DÉPARTEMENTALES**  
22 & 29 MARS 2015

**LAPRESSEENREVUE.EU**

Les nouveaux articles sont à la suite...

# 1) Départementales : le PS Val de Marne menace de ne pas constituer de majorité avec le PCF

Par C.Dubois



**Entre le soutien du PCF Val de Marne et du président sortant Christian Favier à la candidate PS dissidente de Fresnes – L'Haÿ-les-**

**-Roses et la décision du groupe Front de Gauche de voter la motion de censure contre le gouvernement à l'Assemblée nationale, aux côtés de l'UMP et du FN, la coupe est pleine pour le PS du Val de Marne.**

« Nous nous battons jusqu'au bout pour conserver la majorité du Val de Marne à gauche et il n'y aucune ambiguïté sur le fait que nous appellerons à voter pour un candidat PCF s'il est le mieux placé à gauche au second tour, mais nous nous réservons le droit d'être ou non dans la majorité une fois les élections achevées, en fonction de la manière dont se sera déroulée la campagne », prévient Luc Carvounas, premier fédéral du PS Val de Marne. « Nous préférons, avec Abraham Johnson, président du groupe socialiste et républicain au sein du Conseil général, être un groupe sans délégation d'exécutif mais un groupe qui pèse, ajoute le sénateur-maire PS d'Alfortville, excédé par les dernières prises de position locales et nationales de son allié. Mais je rappelle à mes camarades communistes que les faiseurs de roi dans une assemblée de gauche demain, et ce quel que soit le rapport de force, seront les Socialistes! »

Voilà qui est clairement énoncé. A noter que la prise de position du groupe ne concerne que le PS et pas le MRC, associé au PS au sein du groupe socialiste et républicain du Conseil général.



Eprard dit :

19 février 2015 à 1 h 04 min

LAMENTABLE !

On se fou complètement de l'intérêt des Val de Marnais.

Seules les stratégies politiciennes intéressent le va t en guerre Carvounas !

Pourtant depuis qu'il est 1 secrétaire du PS 94, son bilan est peu glorieux.

Exception faites de son siège au Sénat, qu'il s'est octroyé.

Alfortville, oublie Mr Carvounas qui ne s'intéresse qu'à sa personne, et « son » parti. Rien à cirer du reste, comme le démontre ses déclarations ici.



ST dit :

19 février 2015 à 9 h 19 min

Ah Mr Carvounas... La menace par la l'ultimatum et le chantage. Au passage faudrait lui préciser que dans une République il est malvenu de « faire des rois »... Enfin vu la politique mis en place par ses amis politiques, peut être doit-on s'y attendre...

Il n'y a plus d'union de la gauche possible avec le PS simplement car la politique menée par ses dirigeants actuels n'est plus de gauche... Il serait grand temps, à la veille de leur congrès que les militants PS s'en rendent compte.



anne dit :

19 février 2015 à 10 h 56 min | Signaler un abus

Voilà des décennies que le PS fait semblant d'être compagnon du PCF pour l'affaiblir. On vivait mieux quand le PCF faisait 23 %.

la loi Macron est une honte et c'est normal de tout faire pour l'abattre.

Il conviendrait que le gouvernement qui s' est travesti en hommes de Gauche retire son déguisement et se présente comme il est : de Droite.

Il y a des honnêtes gens au PS et c'est à eux de retirer le masque des usurpateurs. le chantage est inadmissible.



## 2) Des illustres inconnus...

Ils sont charmants, mais un peu décalés de la vie politique locale au Kremlin-Bicêtre dans le Val-de-Marne.





## Pourquoi décalé ?

Parce que cette liste de candidats socialistes a été décidée sans aucune consultation des militants du PS local, comme pour l'élection primaire (truquée!) de la première socialiste du Kremlin-Bicêtre Geneviève El Malki, avec le secours et l'assistance de Luc Carvounas Sénateur-Maire d'Alforville et premier secrétaire fédéral le chef (grand) du Val-de-Marne...



Sur cette liste figure des illustres inconnus du Kremlin-Bicêtre.

Il ne faut toutefois pas oublier la participation et l'approbation de Jean-Luc Laurent député-maire du Kremlin-Bicêtre dans cette partition bien orchestrée...

De l'entre-soi comme d'habitude...quelque peu démocratique.

A vous de juger...

Christophe Frédéric-PRESSE EN REVUE

## 3) Paul Quiles est venu présenter la contribution Maintenant la gauche à Créteil



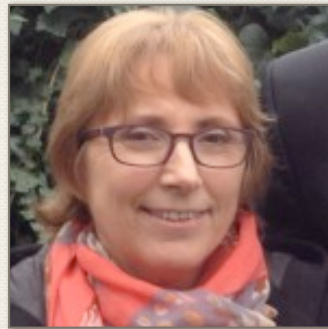
Paul Quiles à La Rochelle Université d'été 2014 photo G.Diez

Dans le cadre de la préparation du Congrès du PS, Paul Quiles, ancien ministre de l'Intérieur, a présenté la contribution Maintenant la Gauche à Créteil le mardi 17 février à 19h30 au siège de la fédération du PS Val de Marne.

Presse en Revue

## 4) Le PS notifie son exclusion à Brigitte Tironneau

Le 18 février 2015 par C.Dubois -



Christophe Borgel, secrétaire national aux élections du PS, vient de notifier officiellement son exclusion à Brigitte Tironneau, conseillère générale sortante et

candidate dissidente aux départementales à Fresnes-L'Haÿ-les-Roses, en binôme avec le PCF Stéphane Coloneaux.

» *Le secrétariat national du 17 février 2015 a constaté que ta candidature avait été déposée et que tu t'es de fait placée toi même en dehors du parti. En conséquence, le Bureau national du 24 février prochain prononcera ton exclusion. Nous te rappelons que tu ne saurais désormais te prévaloir du Parti socialiste, ni utiliser ses emblèmes ou logo*», conclut la missive après avoir rappelé l'article 4.3.3 des statuts du parti indiquant que « *sont réputés exclus les membres du Parti candidats à un poste électif pour lequel les instances du Parti ont investi un autre candidat.* »

Cette candidature dissidente a eu des réactions en chaîne dans les relations diplomatiques PCF-PS. Le binôme dispose en effet du soutien du PCF, en plus de celui de l'ancien maire PS de L'Haÿ et conseiller général sortant Pierre Coilbault. Ce weekend, le soutien officiel du président sortant PCF du Conseil général, Christian Favier, aux deux candidats, a déclenché une vive réaction du PS qui a subséquemment retiré son soutien au président sortant dans son canton de Champigny. Une mesure suivie d'une réponse non moins véhémente du sénateur communiste.



Thomas dit :  
18 février 2015 à 18 h 35 min  
Encore un 49.3 de carvounas ! Et un nouveau salarié de la ville d alforville comme candidat ! Militant socialiste du valde marne rien ne gêne? ?



mathieu dit :  
19 février 2015 à 9 h 51 min  
Evidemment, gardez vos roses elles piquent nous garderons nos poings levés pour la bonne cause.

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**